

Ajouts à l'allocution préliminaire du CCCS

Le CCCS est un organisme sans but lucratif. Nous avons la chance de pouvoir bénéficier du soutien (financier et en nature) de plusieurs organisations industrielles, en particulier Fertilisants Canada, Crop Life Canada, Canards Illimités Canada et Glacier Farm Media. Nous comptons aussi beaucoup sur notre conseil d'administration bénévole dont les membres ont à cœur la santé et la conservation des sols au Canada.

Le sénateur Klyne : Merci, monsieur le président, et bienvenue à nos invités, à nos témoins. J'avais un peu de retard. Je m'appelle Marty Kline, sénateur de la Saskatchewan.

Ma première question s'adresse au Conseil canadien de conservation des sols. Nous avons entendu dire, et nous le reconnaissons, qu'il y a des différences régionales entre les sols de notre pays, peut-être pas d'une province à l'autre, mais certainement d'une région à l'autre.

Compte tenu de toutes ces différences, je me dis que vous, qui êtes le visage et la voix de la conservation et de la santé des sols au Canada, vous devez travailler avec d'énormes ensembles de données, des mégadonnées et peut-être même des chaînes de blocs. Je me demandais tout simplement, comment faites-vous pour synthétiser toutes ces données afin de pouvoir les communiquer? À ce chapitre, est-ce que vous vous butez aux clôtures dont on vient tout juste de parler; essayez-vous de franchir les clôtures entre les divers échelons des ministères ou des gouvernements provinciaux? J'aurai une autre question pour vous ensuite.

Tim Nerbas, ancien président, Conseil canadien de conservation des sols : Je vais essayer de répondre, monsieur Miller. Le CCCS n'a pas la capacité d'examiner de gros ensembles de données. Cela dépasse notre portée actuellement, mais il ne fait aucun doute que nous avons besoin d'une structure ou d'une autre au Canada qui pourrait le faire.

Notre organisation n'a pas la capacité d'examiner ces données massives, et en raison de notre capacité, nous devons avoir un point de vue beaucoup plus général.

Le sénateur Klyne : Si ces données vous étaient accessibles, s'il y a quelqu'un qui les recueille et qui pourrait vous les fournir, si vous n'avez pas cette capacité, pourriez-vous les interpréter et les synthétiser?

M. Nerbas : Eh bien, il y a beaucoup d'informations dans tout le pays, mais ce qu'il faut, c'est réunir l'information afin de comprendre ce que les divers groupes font ou étudient à l'échelle du pays, pour nous assurer que nous ne dupliquons pas les efforts dans certains domaines.

Il ne fait aucun doute, vu le type de pays que nous avons, avec beaucoup de diversité d'un bout à l'autre, que ce qui fonctionne dans l'Ouest ne va évidemment pas nécessairement fonctionner dans les provinces centrales ou dans la vallée du Fraser; c'est le genre de chose dont il faut tenir compte. Il faut donc bien sûr que nous adoptions une approche qui soit adaptée aux besoins de chaque région climatique.

Réponse additionnelle au sénateur Klyne

Il serait logique de travailler de concert avec la Société canadienne de la science du sol à la gestion des données pédologiques.

Senator Oh: Merci d'être présents. J'aimerais discuter de l'aspect économique des pratiques de la santé du sol. Améliorer la santé des sols agricoles, cela procurera beaucoup d'avantages, mais cela suppose aussi que des milliers d'agriculteurs vont devoir changer leurs pratiques de gestion des sols. Quels sont les coûts et les avantages, en chiffres, des cultures de couverture, sans labour, de la rotation des cultures et des pratiques de gestion des nutriments, par exemple l'utilisation d'engrais ou de compost? Je pose la question à qui veut répondre, s'il vous plaît.

Mr. Miller: J'aimerais faire un commentaire. Pour commencer, M. Nerbas et moi-même sommes des agriculteurs. Notre occupation principale, c'est de gérer une exploitation agricole. Pour revenir à ce que M. Munroe a dit à propos des cultures sans labour, j'ai adopté la méthode de culture sans labour il y a presque 20 ans maintenant, et, pour parler économie, j'ai économisé entre 5 et 10 \$ l'acre simplement grâce à cela, même si je n'ai pas pu quantifier tous les autres avantages pour la santé des sols, pour la séquestration du carbone, etc., qui pourraient y être associés.

Ce que j'ai économisé le plus, c'est du temps. Cela prend simplement moins de temps. Je n'ai pas à aller dans les champs pour les labourer, je n'ai pas à sortir la herse et à ramasser les roches. Je peux tout simplement aller ensemer les champs et continuer mon travail.

Mr. Nerbas: L'autre commentaire que je ferais, c'est que, quand nous essayons d'adopter une approche qui améliore la santé du sol, certaines des méthodes coûtent effectivement de l'argent, mais d'autres non; parfois, c'est simplement une question de sensibilisation, de vulgariser quelques-unes des études qui ont été menées partout au Canada et de les faire connaître aux agriculteurs afin qu'ils puissent les mettre en œuvre dans leurs propres exploitations. La vulgarisation a un rôle très important.

Réponse additionnelle au sénateur Oh. La dimension économique globale de la santé et de la conservation des sols est encore mal connue et la documentation sur le sujet est peu abondante. C'est une grave lacune qui limite l'efficacité de nos efforts pour préserver la santé des sols à l'échelle nationale, et nous recommandons que votre étude englobe la dimension économique de la santé des sols.

Senator Marwah: Merci aux témoins. Madame Antler et monsieur Munroe, cette question vous est adressée, mais j'aimerais que M. Miller et M. Nerbas interviennent aussi, si c'est approprié.

Je voulais vous remercier d'avoir résumé les cinq domaines qui méritent notre attention, selon vous. Vous avez présenté cela de façon très succincte, et je ne vais pas répéter les cinq domaines, mais j'ai tout de même trois questions à cet égard.

Premièrement, qui pourrait et qui devrait gérer le processus et s'assurer que nous réalisons des progrès dans ces cinq domaines? Comme vous le savez, rien ne se passe sans leadership. Donc, comment faire en sorte qu'il y ait un leader, pour que ce soit fait?

Deuxièmement, avez-vous une idée de ce que cela coûterait pour accomplir tout cela? Il faudrait probablement le déterminer sur une base annuelle, parce qu'il n'y a pas de solution ponctuelle; probablement qu'il faudrait des années avant que nous puissions tirer des avantages de cet investissement.

Troisièmement, avez-vous une idée de ce que pourrait être un plan d'exploitation ou un plan d'exécution, pour chacun des cinq domaines, qui détaillerait ce qui est nécessaire pour atteindre les buts fixés? J'ai posé beaucoup de questions en même temps, alors sentez-vous à l'aise de répondre aux plus appropriées, selon vous.

Senator Marwah: Avez-vous une idée du prix, pour faire cela efficacement? S'agit-il de dizaines de millions de dollars, de centaines de millions ou de milliards de dollars? Je n'ai aucune idée de l'ampleur de ce dont il est question ici.

Réponse additionnelle au sénateur Marwah

Cela coûtera vraisemblablement des milliards de dollars pour assurer la santé des sols à l'échelle nationale, mais nous ne disposons pas de données concrètes qui puissent le démontrer à l'heure actuelle.

Il faut tenir compte par ailleurs du fait que la santé des sols n'est pas un enjeu ponctuel. Les facteurs qui menacent la santé des sols évoluent constamment, que ce soit le climat, la demande du marché, les nouvelles cultures, les nouveaux organismes nuisibles et de nombreux autres. De plus, les méthodes scientifiques et technologiques employées pour promouvoir la santé des sols évoluent. Ainsi, de nombreux éléments entrent en jeu, et aucune solution complète ne permet de remédier aux facteurs qui menacent la santé des sols.

Il faut, dans un premier temps, stabiliser le niveau des dépenses fédérales consacrées à la santé des sols. À l'heure actuelle, ces fonds sont généralement affectés sur une période de cinq ans ou moins, ce qui n'est pas propice à une gestion stratégique. Si vous admettez que le travail de préservation de la santé des sols est sans fin, il va de soi que l'investissement public doit être stable et à long terme.

Senator Cotter: Merci aux témoins de nous avoir présenté vos exposés et aussi de votre enthousiasme quand vous répondez aux questions.

Je vais poser une question plutôt difficile, en lien avec celle du sénateur Marwah. Laissez-moi situer le contexte. Dans votre exposé, monsieur Miller, vous avez affirmé que cette initiative, vu son ampleur et son importance, devrait être dirigée par l'industrie. Vous avez fait observer que de nombreux agriculteurs sont intéressés à y donner suite. J'ai trouvé très intéressant votre rapport sur la mise à contribution des sols pour lutter contre les changements climatiques, et j'ai essayé de l'assimiler aussi rapidement que je le pouvais. Je constate qu'il y a une foule d'excellentes propositions. L'une d'entre elles serait, essentiellement, de laisser les agriculteurs de se prononcer là-dessus.

Quelques-uns des témoins précédents avec qui nous avons discuté ont dit que les agriculteurs adoptent ces pratiques soit tout de suite, soit après un certain temps, soit après tout le monde, et que ce dernier groupe représente peut-être la moitié des agriculteurs, ceux qui ont souvent de très grandes fermes, comme celles dont vous avez parlé, madame Antler, à propos des gens qui louent de grandes parcelles de terrain.

Si on laisse faire l'industrie, et je crois que c'est ce que vous avez fait depuis votre création, il va peut-être falloir attendre longtemps avant d'arriver où nous devons être. Je vous pose vraiment la question difficile. Comme avec le compostage à Edmonton, on fait en sorte que les gens participent, n'est-ce pas? Je ne posais pas la question à la sénatrice Simons, mais elle veut répondre. Voici ce que je demande, j'imagine : devrait-on employer autant le bâton que la carotte, pour arriver où nous devons être?

Mr. Miller: Cela a déjà été proposé, mais, si vous vous souvenez des vieilles fables, on dit qu'on attire davantage la conformité ou l'attention avec du miel qu'avec un bâton.

Vous avez parlé de l'adoption rapide, à moyen terme et tardive des pratiques. À mon avis, beaucoup de ceux qui les ont adoptées rapidement avaient de grosses exploitations agricoles, parce qu'ils pouvaient concrètement voir les avantages d'adopter ces pratiques. C'est avec les petites exploitations agricoles familiales que nous avons de la difficulté.

J'ai des voisins qui me regardent faire, avec mes méthodes de culture sans labour, et eux sont dans les champs avec leur charrue et leur herse pendant que nous sommes en train de récolter nos cultures. La différence n'est pas énorme, mais les miennes coûtent moins cher à cultiver. Si vous leur en parlez, ils vous diront : « Eh bien, c'est comme ça que mon père le faisait, et c'est comme ça que son père à lui le faisait. » C'est donc ce plafond, cette résistance, que nous devons trouver une façon de percer, et je ne pense pas que c'est avec un bâton que nous y arriverons.

Mr. Nerbas: Je suis d'accord. J'aime beaucoup la carotte pour ce qui est d'attirer les gens et de les convaincre d'adopter une pratique. Avec un bâton, il y a toujours une levée de boucliers, alors je suis davantage en faveur d'amener les gens à améliorer la santé des sols, plutôt que de les forcer à le faire. Cela dit, un bâton est parfois nécessaire pour faire bouger les gens, même si je préférerais de beaucoup la carotte.

Réponse additionnelle aux sénateurs Cotter et Marwah

Quand il s'agit de promouvoir et d'accélérer l'adoption de pratiques axées sur la santé des sols, il importe d'inciter les agriculteurs et les responsables de la gestion des sols à adopter l'éthique de la santé des sols. La carotte et le bâton ne suffisent pas. Les incitatifs et les règlements sont parfois un moyen rapide d'obtenir la réponse minimale requise. Nous devons toujours nous rappeler que la reconnaissance de sa bonne intendance motive davantage que la carotte et le bâton à eux seuls. On peut considérer l'éthique de l'intendance comme la troisième patte du tabouret.

The Chair: Merci beaucoup. J'ai une question, très rapidement. Je pose la question à chacune des organisations : si vous étiez les auteurs de notre rapport final, quelle serait la première recommandation dans le rapport? Monsieur Miller, qu'est-ce que le Conseil canadien de la conservation des sols recommanderait en premier dans notre rapport?

Mr. Miller: Je dirais, le transfert des connaissances. Il faut que l'information circule. Il faut montrer à Joe au bout de la rue que ce que son père faisait il y a 20 ans n'est pas ce qu'il faut faire maintenant. Il y a 40 ans, tout le monde sortait de l'école à midi pour fumer une cigarette, et, même s'il y a encore des gens qui font cela, il y en a beaucoup moins. Les temps changent, et nous devons changer avec eux.

Réponse additionnelle

Nous tenons à souligner également la nécessité d'élaborer une stratégie nationale inclusive sur la santé des sols sous la direction du secteur agricole. Nous estimons que l'avenir de la santé des sols au Canada en dépend.

Senator Simons: Ensuite, j'ai une question pour M. Nerbas. Un problème dont on ne cesse d'entendre parler — et nous n'avons eu que quelques réunions dans le cadre de cette étude —, concerne le manque de coordination de l'information. Excusez-moi, la question s'adresse à M. Miller. Mes excuses. Quoique j'imagine que vous pourriez tous les deux répondre.

Il ne semble y avoir aucun guichet unique où les gens qui s'intéressent à ce sujet, les agriculteurs, les universitaires ou les chercheurs du gouvernement, peuvent trouver un endroit unique où l'information est mise en commun, aucun endroit unique qui pourrait être une sorte de guichet central pour toutes les études et les discussions pertinentes.

Je me demandais, selon vous, quel serait l'endroit approprié pour ce genre de guichet central? Devrait-on confier cela aux universités, au gouvernement ou davantage à la communauté agricole?

Mr. Miller: Je vais répondre, monsieur Nerbas. Je suis un agriculteur, et je crois personnellement qu'on devait confier cela à la communauté agricole. Malgré tout, en même temps, nous devons faire tomber les clôtures qui empêchent l'information de circuler et faire en sorte qu'elle circule. Il reste à voir comment cela va se faire. Peut-être que vous pourriez trouver une solution dans le cadre de votre étude.

Senator Klyne: Merci. Ce n'est pas vraiment une question pour le Conseil canadien de conservation des sols. C'est une déclaration en vue d'obtenir une réponse, et si vous devez fournir une réponse écrite, je souhaiterais vraiment que vous le fassiez, compte tenu du temps. Quand on commence à parler du gouvernement à haut niveau avec une organisation centrale qui met en commun la recherche et les nouvelles technologies et qui collabore avec de multiples intervenants, je me souviens de l'époque de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies. Quelle est votre réponse? Je vous le demande en votre qualité d'agriculteurs et de porte-parole du Canada pour la santé des sols.

The Chair: Monsieur Miller, vous avez 30 secondes, après cela, je vous invite à répondre par écrit également.

Mr. Miller: Je n'ai aucune expérience avec l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, étant donné que je demeure dans le Sud du Nouveau-Brunswick. Cependant, j'avais des contacts avec cette organisation quand elle était en activité, et je pense qu'il faut de nouveau quelque chose de ce genre. C'est seulement mon opinion de personne de l'Est.

The Chair: Merci beaucoup, à tous, de votre temps, aujourd'hui. Monsieur Miller, monsieur Nerbas, madame Antler et monsieur Munroe, merci de votre participation ce soir. Comme vous le savez bien, votre participation est très appréciée. Nous avons pu voir la passion avec laquelle chacun d'entre vous a répondu aux questions. Donc, merci beaucoup. Nous vous demandons d'éteindre vos caméras. N'hésitez pas à continuer de nous écouter, et nous allons poursuivre maintenant avec le deuxième groupe de témoins.

Réponse aux sénateurs Simons et Klyne

Les sénateurs Simons et Klyne ont tous les deux posé des questions au sujet de la nécessité d'établir un carrefour de l'information et des programmes centrés sur la santé des sols. L'importance de la santé des sols a été amplement démontrée, notamment pendant la réunion d'aujourd'hui. Des sols sains apportent d'innombrables bienfaits aux Canadiens et Canadiennes, notamment sur les plans économique, social et environnemental, ainsi qu'en matière de sécurité alimentaire, de changement climatique, d'air pur et d'eau propre, et de biodiversité. Notre réponse est oui : il convient de centraliser le leadership au Canada dans le domaine de la santé des sols.

Le leadership et la coordination des efforts à l'échelle nationale sont complexes. L'agriculture est une responsabilité partagée du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires, et, dans certains cas, les administrations locales et municipales ont un rôle à jouer. Pour que tous les pouvoirs publics unissent leurs efforts avec succès, il faudra définir une vision claire de ce que nous devons réaliser ensemble pour que le Canada demeure un chef de file mondial dans le domaine de la production agricole durable.

À l'extérieur du secteur public, l'agriculture est également un dossier complexe. Le secteur compte une foule d'associations de producteurs qui sont spécialisés dans un produit ou quelques-uns et envisagent leurs besoins dans cette optique.

Le climat, les types de sols, la tradition et d'autres facteurs contribuent au caractère régional de notre industrie au Canada. Cela signifie que l'agriculture au Canada diffère selon l'endroit où on la pratique.

Ces points et d'autres étayent la réponse affirmative que nous avons donnée. S'attaquer à l'ensemble de ces défis à l'échelle nationale doit être la priorité exclusive de quelqu'un, et non un sous-ensemble d'autres questions et priorités. La santé d'un sol n'est pas le fruit d'un accident. Elle résulte de nos efforts délibérés. Espérer parvenir à des sols sains par un heureux hasard n'est pas une stratégie gagnante. Afin de relever tous ces défis qui transcendent la politique publique pour englober des mesures que les agriculteurs et d'autres responsables de la gestion des sols peuvent raisonnablement prendre et qui peuvent être quantifiées et présentées à la population canadienne d'une manière suivie, il faut une organisation dont la seule mission consiste à préserver la santé des sols canadiens.

À mesure que les facteurs qui menacent la santé des sols évolueront, comme ils ne manqueront pas de le faire, cette entité chargée de la santé des sols devra disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour réagir et s'adapter rapidement aux circonstances. Il semblerait préférable que cette nouvelle entité soit établie à l'extérieur du gouvernement, mais étroitement liée aux gouvernements fédéral et provinciaux.

Le sénateur Klyne a évoqué certains des avantages de l'ancienne Administration du Rétablissement agricole des Prairies (ARAP) qui pourraient utilement faire partie de la future gestion des sols au Canada. Avec le temps, l'ARAP, en tant qu'organisme gouvernemental, a assumé un rôle de leadership en établissant des relations étendues avec les agriculteurs, les administrations publiques et l'industrie afin de préserver nos sols. Elle a instauré l'irrigation et l'approvisionnement municipal en eau des zones arides des prairies, a stabilisé des millions d'acres de terres agricoles à l'aide de programmes de plantation de brise-vent de champs, a mis en réserve des terres marginales et a reconverti en pâturages communautaires des terres utilisées auparavant pour des cultures annuelles. Des programmes comme ceux-là constituent d'excellents exemples de ce qu'une organisation au mandat ciblé peut accomplir, et il convient d'en envisager pour l'avenir.

Cependant, il est peu probable qu'il soit possible de créer une nouvelle entité semblable à l'ARAP au sein du gouvernement de nos jours. L'ARAP s'est développée au cours de 75 ans, et nous devons agir beaucoup plus rapidement. Nous pouvons tirer des leçons de l'histoire de l'ARAP et les adapter aux circonstances actuelles et à venir.
